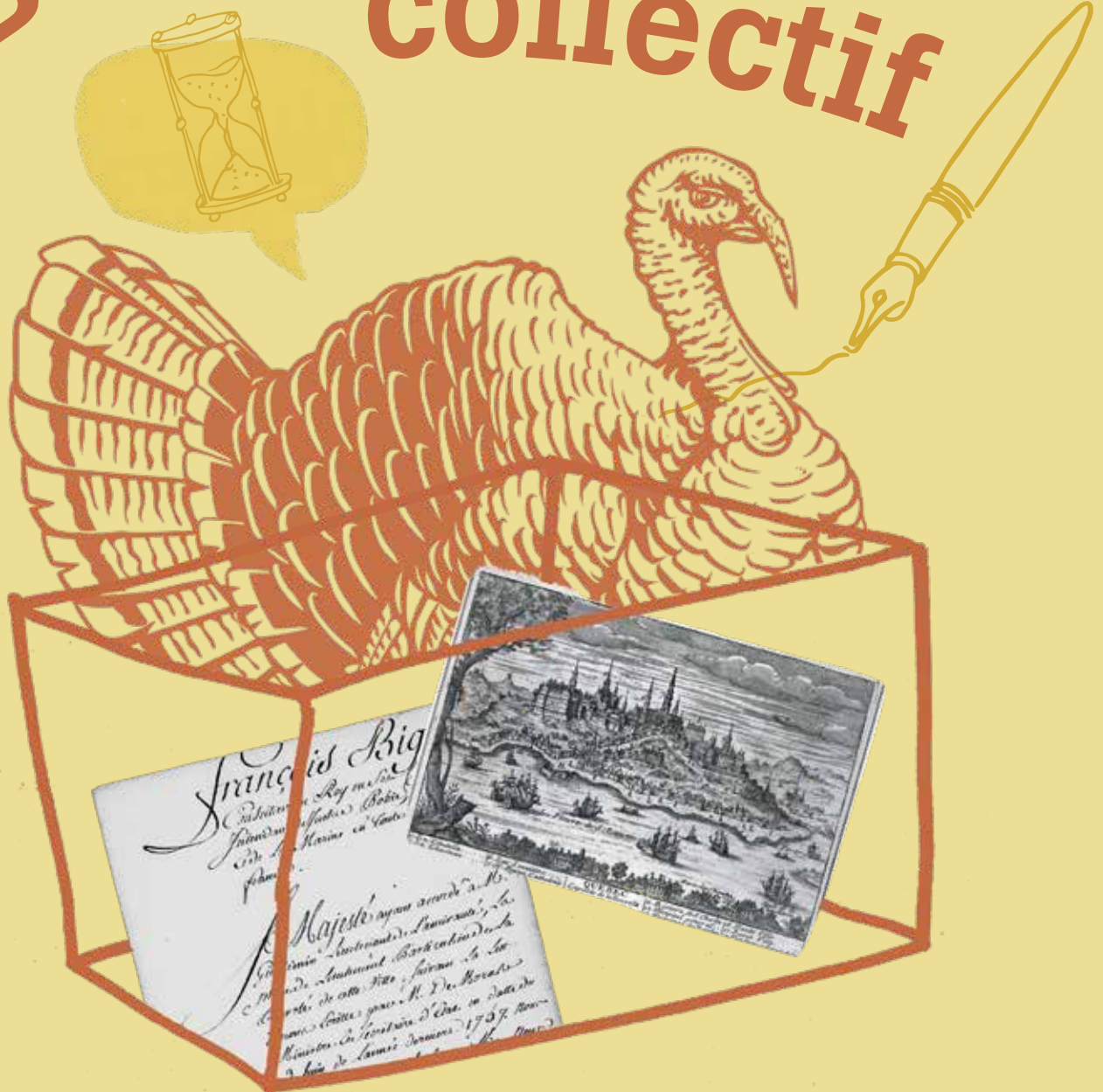


**LA RECHERCHE  
DANS LE RÉSEAU  
DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

# Bagage collectif



## S O M M A I R E

- 3 | Le patrimoine n'est pas que chose du passé
- 4 | Un paysage à tous
- 6 | Une collection unique
- 7 | Numériser le passé
- 9 | Le Québec, champion de la terminologie
- 10 | Les trésors enfouis
- 12 | Alphonse par-ci, Alphonse par-là
- 13 | Un leg de béton
- 14 | Le complexe de l'assiette au Québec
- 15 | Le patrimoine familial à l'ère des unions libres
- 16 | L'art de l'achat groupé

## Richesses multiples



Le patrimoine a beau être souvent associé au passé, il est surtout le présent et l'avenir ! Nos héritages culturels, agricoles, industriels, génétiques, linguistiques, architecturaux et autochtones font du Québec ce qu'il est aujourd'hui, en plus d'incarner ce qui doit être transmis aux générations futures.

Ce dossier réunit des scientifiques qui s'intéressent aux bagages que nous conservons et à ceux que nous délaissions. Ils construisent des idées neuves grâce à leur relecture du passé. En filigrane, une question essentielle : qui devenons-nous ?

---

Ce dossier est inséré dans le numéro de décembre 2023 du magazine *Québec Science*. Il a été financé par l'Université du Québec et produit par le magazine *Québec Science*.

Les 10 établissements du réseau de l'Université du Québec ont pour mission de faciliter l'accessibilité à l'enseignement universitaire, en plus de contribuer au développement scientifique du Québec et au développement de ses régions.

---

Coordination : Mélissa Guillemette et Julie Martineau, en collaboration avec les 10 établissements du réseau de l'Université du Québec

Rédaction : Gabrielle Anctil, Maxime Bilodeau, Annie Labrecque, André Lavoie, Jean-Benoît Nadeau, Émilie Parent-Bouchard et Émilie Pelletier Grenier.

Direction artistique : Sophie Benmouyal

Révision-correction : Christine Dumazet et Fleur Neesham

# Le patrimoine n'est pas que chose du passé

Le patrimoine subit l'usure du temps et les assauts du présent, entre négligence, changements climatiques et densification urbaine. L'Institut du patrimoine esquisse des réponses sur ces questions depuis bientôt 20 ans. Rencontre avec son nouveau directeur, Yves Bergeron, professeur en muséologie et en patrimoine à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Par André Lavoie

## Comment définiriez-vous la mission de l'Institut ?

L'UQAM possède une longue tradition d'engagement en faveur du patrimoine, souvent aux côtés d'Héritage Montréal, car il représente une affaire de combats. Quant à l'Institut, il s'agit d'un regroupement de chercheurs dont le mandat est de stimuler la recherche, l'enseignement et la diffusion de connaissances dans tous les domaines liés au patrimoine, et de favoriser l'interdisciplinarité autour des objets du patrimoine.

## Qu'entend-on par patrimoine ?

Cela s'est longtemps résumé à l'architecture, mais la perception se transforme, et on parle maintenant de patrimoine immatériel, culturel et naturel. Par exemple, devant la menace des feux de forêt et de la montée des eaux, on comprend qu'il faut protéger des sites qui pourraient un jour disparaître.

## La société québécoise s'occupe-t-elle suffisamment de préservation du patrimoine ?

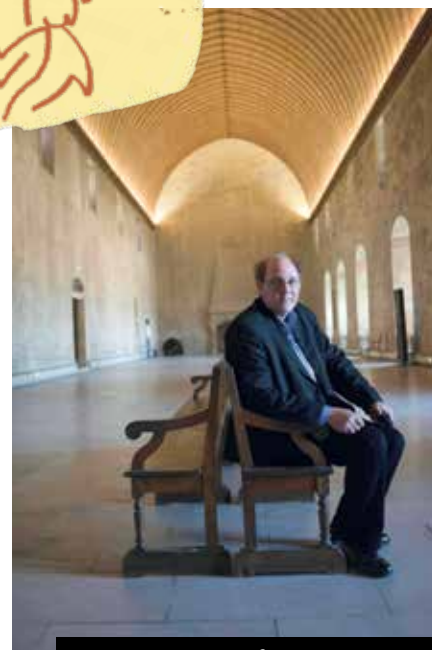
Le ministère de la Culture et des Communications classe les

monuments historiques, mais la responsabilité d'assurer leur conservation revient aux propriétaires. Certains d'entre eux les laissent volontairement à l'abandon parce qu'ils ne veulent pas de cette responsabilité. Sans compter que l'on voit poindre une grande crise économique et environnementale : dans ce contexte, le patrimoine sera-t-il toujours une priorité ? La mobilisation du grand public sera peut-être plus difficile.

## Quels arguments peut-on avancer pour le convaincre ?

Depuis le début de la guerre en Ukraine, un des grands enjeux, c'est le patrimoine. Les Russes détruisent les monuments historiques et pillent les musées. En période de conflit, quand on veut transformer une société, on s'attaque d'abord au patrimoine. Cela n'a rien de futile : on touche à quelque chose de fondamental.

Le patrimoine est aussi un rappel de notre histoire. Pensons au Stade olympique de Montréal. L'édifice n'est pas si vieux, mais il fut marquant sur le plan technologique. Les bâtiments comme celui-là sont peu nombreux dans le monde, et il a complètement



Yves Bergeron, professeur de muséologie à l'UQAM

transformé l'image de la métropole québécoise. Tout est une question de perception et d'interprétation.

## Un grand vent de contestation sociale a soufflé ces dernières années, déboulonnant quelques statues au passage. En quoi cela affecte-t-il le patrimoine ?

C'est un sujet délicat. Dans les musées, on ne collectionne pas uniquement ce qui donne une image positive de nous. Par exemple, une figure comme Dollard des Ormeaux [officier français sauveur de la Nouvelle-France pour les uns, symbole du colonialisme pour les autres] peut déranger et être expédiée dans les réserves. D'autres générations la revisiteront, l'histoire nationale n'étant pas une chose figée. Mais nous ne sommes pas en ex-URSS, où l'on faisait disparaître des gens ou des monuments des photos. On peut les mettre en retrait, mais ils font partie de notre héritage. ■



## Un paysage à tous

Le paysage modelé par les activités humaines est-il une forme de patrimoine ? Une dénomination créée ces dernières années prétend que oui. Tour... d'horizon !

Par Gabrielle Anctil

**Si** vous roulez vers l'est en direction de Kamouraska, vous verrez peut-être une pancarte indiquant la municipalité de Rivière-Ouelle. Bien qu'elle évolue dans l'ombre de sa populaire voisine, ses couchers de soleil n'ont rien à lui envier. Surtout, elle possède depuis 2021 quelque chose d'unique au Québec : la désignation de « paysage culturel patrimonial ».

Le territoire couvert par cette désignation se situe au bord du fleuve Saint-Laurent et a été marqué par l'histoire commerciale de la région, depuis la pêche aux anguilles jusqu'au transport de marchandises. « Je l'appelle notre trésor caché », dit l'agente de développement de la municipalité Nancy Fortin. Car bien peu de gens savent même qu'il existe. Tant mieux, selon elle : « Une des qualités du paysage, c'est sa tranquillité. »

Cette désignation de paysage culturel patrimonial permet de reconnaître les « caractéristiques remarquables qui témoignent d'une activité humaine particulière sur ce territoire », lit-on sur le site du gouvernement du Québec.

La réflexion sur le type de lieux dignes d'être protégés a commencé à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans les années 1970, rappelle la professeure en sciences de l'environnement à l'Université du Québec à Trois-Rivières Julie Ruiz. « À l'époque, on classait soit les paysages naturels extraordinaires, soit le patrimoine bâti. »

Que faire des paysages modifiés par les êtres humains ? Leur histoire et leur beauté ne sont pas moins riches. Un statut à mi-chemin voit le jour : celui de « paysage culturel ». Au Canada, trois lieux ont obtenu cette reconnaissance de l'UNESCO, tous trois évoquant « la longue et intime relation des peuples avec leur environnement », selon la définition de l'institution. Deux témoignent de l'histoire de peuples autochtones, les Blackfoot au site de Writing-on-Stone/ Áísínai'pi (Alberta) et les Anishinaabeg à Pimachiowin Aki (frontière Ontario-Manitoba), tandis que le Paysage de Grand-Pré reflète la présence acadienne aux abords de la baie de Fundy (Nouvelle-Écosse).

Cette réflexion a fini par se concrétiser au Québec en 2010, lors de la mise à jour de la Loi sur les biens culturels, aujourd'hui devenue la Loi sur le patrimoine culturel. « Dans les années 1990, un mouvement citoyen avait déjà alerté le gouvernement sur la nécessité d'étendre la notion de patrimoine, qui était alors limitée aux bâtiments », raconte Julie Ruiz. La nouvelle désignation implique un processus participatif, où les citoyens et citoyennes, les organismes et les entreprises du lieu visé déposent une demande ensemble auprès du gouvernement.

Une décennie plus tard, un seul groupe a réussi son pari : celui de Rivière-Ouelle. « Quand on est la première collectivité à traverser le processus, on déblaie le chemin, donc c'est plus long », souligne Julie Ruiz, qui a élaboré le cadre d'analyse de

Rivière-Ouelle est la première municipalité du Québec à avoir reçu le titre de « paysage culturel patrimonial ».

**La nouvelle désignation implique un processus participatif, où les citoyens et citoyennes, les organismes et les entreprises du lieu visé déposent une demande ensemble auprès du gouvernement.**

la désignation pour le ministère de la Culture du Québec.

### Particularités régionales

La multiplication des paysages protégés pourrait aider à diversifier notre imaginaire. « Lorsque je demande à mes étudiants de nommer un paysage emblématique du Québec, la première réponse est toujours la même : le fleuve Saint-Laurent », constate Julie Ruiz. Les lieux façonnés à la fois par l'être humain et les phénomènes naturels méritant notre attention foisonnent pourtant au Québec.

La titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain, Lucie K. Morisset, a un exemple en tête : le canal de Soulanges, en Montérégie. « C'est un canal historique qui traverse plusieurs municipalités. Ce qui le rend unique, ce n'est pas seulement l'eau, ni les berges, ni l'ouvrage de génie : c'est l'ensemble », décrit la professeure au Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal.

Sa collègue Julie Ruiz cite pour sa part les « maisons blocs » de Lanaudière, implantées perpendicu-

lairement au rang, ou bien les murets de pierre entourant les champs dans le Haut-Saint-Laurent. « Ce sont souvent les industries qui modifient le cours des rivières, qui construisent des barrages, qui changent notre façon d'occuper le territoire », résume Lucie K. Morisset. Ce sont leurs traces que nous voudrions par la suite préserver.

### Un nouveau point de vue

Protéger ces paysages ne signifie-t-il pas cependant les enfermer sous une cloche de verre ? Au contraire, affirment les deux expertes. « Le sujet de la protection fait pointer des craintes, constate Julie Ruiz. Les citoyens se disent "on n'aura plus le droit de faire ceci ou cela", alors que le statut invite en fait à se demander ce qu'on aimerait faire. »

La désignation de paysage culturel patrimonial reconnaît que le lieu ainsi classé est encore bien vivant, confirme Lucie K. Morisset. « Un aspect important de ce statut est qu'il continue d'évoluer de façon cohérente par rapport à l'origine », ajoute-t-elle. Elle souhaite réfuter l'idée selon laquelle il faut traiter le patrimoine comme un objet de

musée : « si on considère que le patrimoine est une créature de l'interaction entre ce lieu et la communauté, on n'a pas le choix de sortir de la définition classique pour aller vers quelque chose qui ressemble à un milieu de vie ».

De fait, il s'agit plutôt de reconnaître la façon dont un paysage façonne l'identité d'une communauté. « Pour plusieurs Premières Nations dans le monde, les paysages ont une valeur forte, ils font partie intégrante d'elles-mêmes, rappelle Julie Ruiz. Dans nos sociétés occidentales, on a dissocié les humains des lieux. »

Plus que tout, la désignation de paysage culturel patrimonial est une manière pour la collectivité qui porte le projet de témoigner de sa relation avec le lieu où elle vit. « Le maire de Rivière-Ouelle, Louis-Georges Simard, a expliqué qu'il était allé chercher le statut pour redonner de la fierté à la population », note Julie Ruiz.

Et ça marche ! « Au bout du processus, un lien d'appartenance s'est créé, remarque Nancy Fortin. La réponse des citoyens est au-delà de nos espérances. » ■



Collection du camp-école Chicobi



### L'empailleur mystère

La collection Chicobi compte une centaine de spécimens empaillés et autant de spécimens conservés dans le formol. Mais l'identité du taxidermiste qui a su immortaliser ces bêtes demeure inconnue. « Ça fait partie des mystères de la collection. Je déplore aussi qu'on n'ait pas d'historique de ces animaux », indique Julie Arseneault, avant d'émettre l'hypothèse qu'il s'agit peut-être d'animaux morts accidentellement. « La collection de strigidés, tous les hiboux, les chouettes, est vraiment exhaustive. C'est vraiment une rareté ! » Peut-être trouvera-t-elle des indices en épluchant les vieux journaux du camp-école Chicobi dans lesquels sont conservés les spécimens de plantes ?

## Une collection unique

En 2021, l'UQAT a pu rescaper des milliers de spécimens de végétaux et d'animaux, une collection qui garde les secrets de la biodiversité de l'une des plus jeunes régions du Québec !

Par Émilie Parent-Bouchard

C'était bien avant que l'Abitibi-Témiscamingue se dote d'une université. Dès les années 1960, les jeunes Témiscabitiens s'initient à la nature au camp-école à vocation scientifique Chicobi, près d'Amos. Au fil des années, des centaines de personnes ont ainsi participé à l'élaboration d'un herbier touffu et d'une collection d'animaux, dont a hérité l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT).

Le camp Chicobi, c'est aussi beaucoup l'histoire du chanoine André Asselin. Alors qu'il étudie au séminaire de Joliette, il consacre ses vacances estivales à récolter des plantes à La Sarre. Selon le professeur de biologie retraité du collégial Pierre Martineau, auteur des *Plantes de l'enclave argileuse Barlow-Ojibway* en 2022, « ses premières récoltes remontent à 1941 ».

« Le fait que ce soit amené par les religieux reflète bien l'historique de la science au Québec, fait valoir Nicole Fenton, directrice de l'Institut de recherche sur les forêts. Il y a la *Flore laurentienne* du frère Marie-Victorin, mais il y a aussi le frère Leblanc [l'un des premiers bryologues et lichénologues du Québec]. »

C'est Nicole Fenton que la première nation Abitibiwinni, qui a racheté les

installations du camp-école pour en faire une pourvoirie et protéger le territoire, a contactée pour le don. Don qui a été accepté avant même de savoir si l'UQAT avait l'espace pour l'accueillir !

« Le chanoine Asselin est l'un des plus grands contributeurs », précise l'auxiliaire de recherche Julie Arseneault, qui s'affaire à monter une base de données pour répertorier les milliers de spécimens de plantes, d'insectes et autres animaux recueillis au fil des ans.

### Un legs précieux pour la science

Pour Nicole Fenton, la collection incarne une forme d'indépendance dans la conservation et la compréhension de la biodiversité régionale. « Elle a été construite par des gens qui vivent ici. Pour moi, c'était vraiment important qu'elle reste en Abitibi. »

Divers travaux de recherche pourront en émerger. Par exemple, les scientifiques pourront observer la manière dont les plantes ont évolué dans le temps, selon les pressions exercées par les activités humaines et les changements climatiques.

Julie Arseneault rêve aussi de collaboration avec d'autres institutions. Et surtout, de permettre au public de se frotter à la collection, voire de l'enrichir ! ■

# Numériser le passé

Pour rendre accessibles en ligne des images et des textes d'archives, il faut relever les défis – colossaux – de leur numérisation et de leur documentation. Deux chercheurs du réseau de l'Université du Québec et leurs équipes s'y attaquent.

Par **Martine Letarte**

**V**ous demandez-vous à quoi ressemblait votre ville il y a 100 ans? Ou encore, avez-vous envie de voir des photos d'Expo 67? Vous avez de bonnes chances de trouver ces images patrimoniales sur Chronoscope. Cette plateforme est le résultat d'un projet financé par le Fonds de recherche du Québec – Société et culture. Il a été réalisé entre 2018 et 2021, sous la direction du sociologue Christian Boudreau, professeur à l'École nationale d'administration publique (ENAP).

Il existe une foule de services d'archives dans la province, comme Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et les villes. « Chacun a une grande quantité de photos, précise le chercheur. Déjà, les numériser représente un travail colossal, et les ressources manquent pour documenter chaque photo. C'est là que les citoyens peuvent intervenir. »

Parce que, si le projet permet à tout le monde de voir de belles images, il tire aussi profit de ces nombreuses paires d'yeux. « La participation citoyenne m'a intéressé dans ce projet qui permet aux gens non seulement de consulter les images, mais aussi d'aider les organisations qui les déposent à les documenter », indique celui qui a créé l'organisme à but non lucratif Savoir citoyen en 2022, pour continuer de faire vivre le projet et le déployer dans tout le Québec. Peut-être reconnaissez-vous une personne sur une des images

d'Expo 67? Ou alors l'endroit exact dans votre ville où cette autre photo a été prise il y a belle lurette?

Ainsi, les gens, qu'ils soient experts, adeptes d'histoire ou simples citoyens et citoyennes, peuvent entrer des informations à propos des images, comme la date précise ou approximative, la situation géographique, la catégorie ou les mots-clés. « Une fois que l'info est entrée, les autres personnes qui contribuent peuvent voter pour dire s'ils sont en accord ou non avec l'information, indique le chercheur. C'est de la validation par les pairs. »

Et ça fonctionne! « Nous avons regardé les 100 images qui avaient eu le plus de contributions entre 2019 et 2021, soit près de 2400, et elles sont exactes à 96 %, donc les gens n'inscrivent pas de niageries », se réjouit le chercheur. Au total, plus de 300 personnes avaient enregistré quelque 9000 contributions.

Pour susciter autant d'intérêt auprès de la population pour le projet, un partenariat a eu lieu avec *Le Soleil*, à Québec. Pendant un an et demi, le journal a diffusé des photos de Chronoscope dans la chronique D'hier à aujourd'hui. « À chaque publication, nous voyions clairement le volume de visites augmenter sur le site », précise Christian Boudreau.

Maintenant, le défi que doit relever Savoir citoyen, qui peut compter sur Christian Boudreau dans son conseil d'administration, est de maintenir l'intérêt du public. Plusieurs voies



Le pavillon Canadien Pacifique-Cominco et le minirail d'Expo 67

Montréal dans les années 1920





**Vue de l'hôpital des Orphelins desservi par les Ursulines, prise de dessus le rempart (1761), par James Mason**

sont explorées, comme donner de la reconnaissance aux plus grands contributeurs et contributrices. Des expositions virtuelles seront aussi créées avec des partenaires. Par exemple, *Mémoire en partage*, réalisée avec la Ville de Québec, sera lancée en avril 2024 et présentera plus de 800 images. À notre tour de les scruter!

**Découvrir des écrits de la Nouvelle-France**

Vous avez un appétit pour un passé encore plus lointain? Consulter en quelques clics des écrits de la Nouvelle-France devrait être possible d'ici trois ans!

Depuis 2018, Maxime Gohier, professeur au Département des lettres et humanités de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), travaille à construire un catalogue intelligent pour faciliter les recherches.

Il utilise Transkribus, une plateforme autrichienne qui se sert de l'intelligence artificielle (IA) pour déchiffrer et transcrire des textes numérisés. Ces documents peuvent venir des différents centres d'archives, comme BANQ, le Musée de la civilisation, qui possède les archives du Séminaire de Québec, et Archives nationales d'outre-mer, en France, qui conserve les documents officiels de l'administration de la Nouvelle-France.

Le catalogue contient déjà environ 300 000 pages de documents manuscrits transcrits. Mais le potentiel est bien plus grand. « Nous aimerions travailler avec toutes les archives de la Nouvelle-France, mais le problème, c'est la numérisation, indique Maxime Gohier. Il y a énormément d'images, et les numériser prend beaucoup de temps et de ressources pour les organisations. »

Du côté de l'intelligence artificielle, beaucoup de travail a été fait. « Nos modèles ont appris à reconnaître le texte ancien donné et nous continuons à les entraîner lorsque nous voyons des changements dans l'écriture [au fil des époques] », explique le professeur.

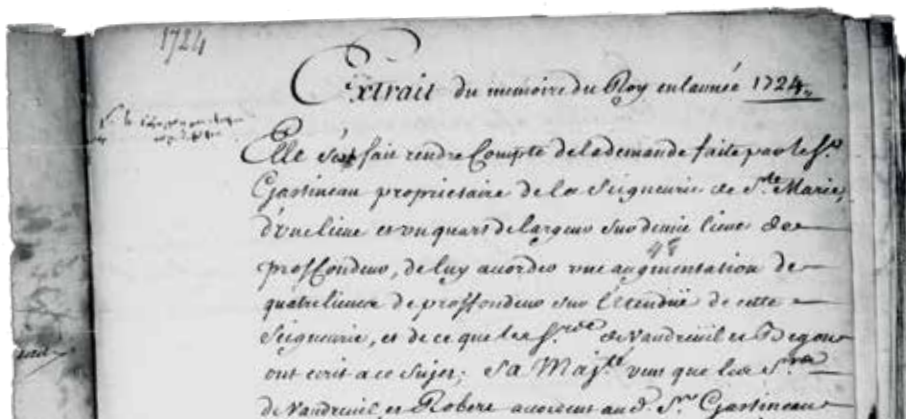
Le grand défi actuellement est de reconnaître les entités nommées, comme les noms propres, les statuts professionnels et les dates. « Par exemple, la date du 15 février 1839 peut être écrite tout en lettres, à moitié en lettres et à moitié en chiffres, puis tout en chiffres, énumère Maxime Gohier. Il faut attacher toutes les façons d'écrire cette date dans les documents et créer un identifiant unique pour qu'on puisse facilement retrouver toutes les mentions » en faisant une simple recherche.

Du travail commence aussi à se faire pour développer des modèles qui permettront de reconnaître les langues autochtones; les missionnaires de la Nouvelle-France avaient des documents pour les apprendre, comme des dictionnaires et des grammaires.

Grâce à des subventions de la Fondation canadienne pour l'innovation et d'Innovation Québec, le chercheur créera un dépôt numérique au Québec pour stocker tous les textes transcrits par Transkribus. « Ces documents seront ainsi accessibles à tout le monde, et la communauté de recherche pourra y accéder, explique le professeur. Le défi est de bien construire cet outil pour qu'il indique, par exemple, qui a entré des données pour améliorer la documentation des textes et à quel moment. C'est une toute nouvelle façon de travailler et c'est excitant, parce que l'IA permettra de faire en quelques minutes ce que quelques personnes passaient toute leur carrière à faire. » ■

**Le catalogue contient déjà environ 300 000 pages de documents manuscrits transcrits. Mais le potentiel est bien plus grand.**

**Un document de la Nouvelle-France**





# Le Québec, champion de la terminologie

L'un des éléments les plus précieux du patrimoine québécois est sa langue française. Comment le Québec a-t-il acquis sa réputation d'élève modèle ?

Par Jean-Benoît Nadeau

**L'**élément central du patrimoine linguistique québécois n'est ni le fameux accent, ni le joul, ni les tournures sympathiques, mais le grand chantier de terminologie et d'aménagement linguistique amorcé au début des années 1960, soutiennent Mireille Elchacar et Anna Joan Casademont, toutes deux professeures à l'Université TÉLUQ.

« C'est une grande réussite. Les Québécois ont connu d'excellents résultats parce que, contrairement à ce que l'on dit trop souvent, ils ont fait reculer les anglicismes et ils ont renforcé la place de leur langue, explique Mireille Elchacar, linguiste et autrice de *Délier la langue. Pour un nouveau discours sur le français au Québec*, paru en 2022. Les anglicismes sont un problème beaucoup moins préoccupant qu'il y a 75 ou 100 ans, ajoute-t-elle.

Anna Joan Casademont, qui appartient à la première génération de Catalans et Catalanes scolarisés dans cette langue minoritaire, est bien placée pour faire des comparaisons. « Nos politiques linguistiques ne vont jamais aussi loin que les politiques québécoises, qui mettent à contribution plusieurs ministères et les employeurs. Même à Barcelone, on trouve difficilement un film en catalan. Les étiquettes de produits sont toutes en espagnol. »

Le dynamisme terminologique du Québec résulte de tensions sociolinguistiques très particulières. En Catalogne, la question de l'anglais est secondaire parce que les locuteurs et locutrices du catalan doivent d'abord composer avec l'espagnol. La situation est la même pour les Belges francophones par rapport au flamand. « Pour les Québécois,

l'anglais n'est pas une langue étrangère. Cela crée une tension double, qui affecte tant la langue orale que la langue écrite. »

Selon les deux chercheuses, le succès québécois est d'avoir renversé une tendance lourde à l'anglicisation, qui remontait au régime anglais et qui s'est accélérée au 19<sup>e</sup> siècle avec l'industrialisation et les nouvelles technologies, dont le train, le télégraphe, l'électricité, le téléphone, l'automobile, le cinéma, la médecine, la chimie puis l'informatique. « À partir des années 1960, le Québec a amorcé de très grands chantiers terminologiques dans presque tous les domaines, et cet effort se poursuit toujours », explique Mireille Elchacar.

Un autre effet des efforts québécois a été de sortir le Québec de l'alignement inconditionnel sur les usages de la France pour déterminer une norme d'ici, explique Mireille Elchacar, qui cite le cas d'anglicismes français (*ferry, shopping, email*) qui ont été francisés (*traversier, magasinage, courriel*). « Cela contribue à rebâtir une fierté linguistique, alors que les Québécois ont longtemps souffert d'insécurité linguistique. »

La chercheuse regrette cependant que le discours québécois sur la langue, toujours négatif, n'ait pas évolué pour tenir compte de cette réussite. Les rares linguistes qui, comme elle ou Shana Poplack, de l'Université d'Ottawa, ont pris la peine de recenser les anglicismes critiqués à l'écrit ou à l'oral, font tous et toutes le même constat : il y en a très peu, en réalité, et ce sont souvent les mêmes. « Il y a une déconnexion quasi complète entre le discours sur la langue et la situation réelle, qui n'est plus du tout la même qu'en 1960. » ■



## Les trésors enfouis

Le Québec regorge de trésors archéologiques, témoins de la riche histoire du territoire. Des équipes de recherche travaillent à les mettre en valeur. En voici trois.

Par Martine Letarte

### *Des fouilles au cœur de Mashteuiatsh*



Fouilles archéologiques sur le site de l'ancien magasin général de Mashteuiatsh

**D**es artefacts appartenant à plusieurs périodes d'occupation qui remontent jusqu'à plus de 5000 ans, comme une hache de pierre et des pointes de projectile : voilà ce qui a été découvert sur le site du magasin général de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Mashteuiatsh.

Depuis une trentaine d'années, les archéologues de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) travaillent avec la communauté innue installée sur la rive ouest du lac Saint-Jean, près de Roberval. Plusieurs projets de recherche y sont réalisés, mais celui-ci est spécial. « Il est né de l'intérêt de la communauté, et c'est la première fois

aussi qu'un projet se réalise à l'intérieur de ses limites conventionnées, donc en plein milieu du village », raconte Érik Langevin, professeur au Département des sciences humaines et sociales et responsable du Laboratoire d'archéologie de l'UQAC.

Ce site archéologique, découvert en 2017 à la suite de la démolition d'une ancienne épicerie, est situé à côté de la caisse populaire.

« Entre 2017 et 2022, il y a eu une série de fouilles, et les gens pouvaient s'arrêter en passant et poser des questions. Des groupes scolaires pouvaient aussi venir sur le site pour en apprendre plus sur l'histoire de leur communauté », explique le chercheur.

L'UQAC a également tenu une école de fouilles sur les lieux avec un groupe d'étudiants et d'étudiantes, dont la moitié étaient autochtones. Des activités fédératrices, auxquelles la communauté était invitée, ont aussi été organisées, comme une conférence d'un chimiste pour expliquer les méthodes de datation et un atelier sur l'artisanat autochtone. « Cela a permis de créer une belle cohésion dans le groupe et a montré ce que différentes cultures pouvaient s'apporter l'une à l'autre », souligne Érik Langevin.

La Société d'histoire et d'archéologie de Mashteuiatsh (SHAM), qui expose une partie des trouvailles dans le Musée ilnu de Mashteuiatsh qu'elle chapeaute, avait la volonté depuis longtemps d'agir pour que la communauté prenne le contrôle de son patrimoine. « L'objectif était de former des jeunes et des moins jeunes pour qu'ils puissent être les premiers répondants dans le domaine et, éventuellement, être désireux d'entreprendre des études universitaires pour devenir les premiers archéologues innus », explique le professeur Langevin.

On peut dire : mission accomplie ! Hélène Delaunière, une Innue de Mashteuiatsh, est en train de terminer sa maîtrise en archéologie et, déjà embauchée par la SHAM, elle pourra prendre en main les projets archéologiques dans la communauté. Comme seulement 10 à 15 % du site de l'épicerie a été fouillé, elle aura du pain sur la planche !

## Sur les traces de Jacques Cartier

**L**e site archéologique Cartier-Roberval, au confluent du fleuve Saint-Laurent et de la rivière du Cap Rouge, à Québec, a été mis au jour en 2005. C'est là que s'est installé Jacques Cartier en 1541, avec son équipage de possiblement plus de 300 personnes; la haute dénivellation du lieu offre un bon point de vue. Cartier a quitté la colonie en 1542, et le lieutenant-général Jean-François de la Rocque de Roberval s'y est installé avec 200 personnes. Ils ont été rapatriés en France en 1543 à la suite du déclenchement d'une guerre avec l'Espagne, ce qui a mis fin à la première tentative de colonisation française en Amérique.

Plus de 6000 objets et fragments ont été extraits de ce site par des archéologues. Pour valoriser ce patrimoine, la Commission de la capitale nationale du Québec a fait appel à l'Université Laval. Elle a entre autres demandé à Jean-Louis Jadouille, professeur au Département d'éducation à l'Université TÉLUQ et spécialiste en didactique de l'histoire, de créer une trousse numérique pédagogique destinée au personnel enseignant au secondaire.



Collection d'objets du site archéologique Cartier-Roberval

« La colonisation de la Nouvelle-France et les voyages de Jacques Cartier sont au programme du cours d'histoire de 3<sup>e</sup> secondaire, indique-t-il. Créer un site Web didactique accessible dans toute la province qui permet de découvrir les artefacts, en plus de proposer des activités pédagogiques, devrait inciter les enseignants à parler de la colonie Cartier-Roberval. »

La trousse, qui sera accessible dès la rentrée 2024, comprend aussi des récits de voyage des deux explorateurs

et des documents de nature géographique et historique.

« Le défi est de rendre ces objets signifiants pour les jeunes, en mettant en relation le passé et le présent, explique Jean-Louis Jadouille. Par exemple, la France a encore des colonies aujourd'hui. Pourquoi? Puis, on veut actuellement coloniser la Lune et Mars. Est-ce pour des raisons semblables qu'on a colonisé la Nouvelle-France? La trousse amène les jeunes à réfléchir à ce type de questions. »

## La menace de l'érosion

**S**il les artefacts du site Cartier-Roberval sont bien protégés par les hauteurs, c'est loin d'être le cas de tous. Par exemple, sur la côte gaspésienne, les tempêtes et l'érosion mettent bien des objets précieux en danger. « Il y a des secteurs où le recul se mesure en mètres par année, comme le cimetière de New Richmond, où les pierres tombales tombent littéralement au pied de la falaise », explique l'archéologue Nicolas Beaudry, professeur au Département des lettres et humanités à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).

Comment intervenir? C'est sur cette grande question qu'il travaille avec Manon Savard, aussi archéologue et professeure au Département de biologie, chimie et géographie à l'UQAR.

Le duo a travaillé en 2021 à l'embouchure de la rivière Mitis, où une flèche littorale de sédiments attachée à la côte se construit et s'érode de façon dynamique avec les vagues. Situé au pied des Jardins de Métis, ce site était d'abord habité de façon temporaire par les Autochtones, probablement pour la pêche.

« Nous y avons fait du monitoring, c'est-à-dire que nous n'avons touché à rien pour ne pas accélérer l'érosion, mais nous avons documenté ce que nous voyions dans la paroi et nous ramassions seulement les objets tombés sur la plage », explique Manon Savard.

Il y a maintenant un intérêt du ministère de la Culture et des Communications pour le développement d'une politique qui permettra de déterminer dans quel cas il faudrait opter pour des fouilles, même si elles risquent d'aggraver l'érosion, et dans quel cas il faudrait privilégier la documentation ou trouver des solutions intermédiaires.

« Il pourrait être intéressant de réaliser un monitoring fréquent de ces sites pour ensuite prendre des décisions plus éclairées, mais il faudrait y aller environ une fois par mois et après chaque événement météorologique extrême, comme une tempête, indique Manon Savard. Ce serait très exigeant pour les équipes. De plus, la législation est très lourde, parce qu'il faut s'entendre avec les propriétaires de chaque terrain et demander des permis pour faire des recherches

archéologiques qui sont valides un an et qui concernent des dates précises, alors qu'on ne peut prévoir les tempêtes et les grandes marées. »

Une piste de solution serait d'assouplir la réglementation et de faire de la place à des individus passionnés d'archéologie, bénévoles, sur place. « Ils pourraient devenir comme les gardiens du patrimoine, et nous travaillerions avec eux, affirme Nicolas Beaudry. Chose certaine, en ce moment, l'érosion continue et elle s'accélère avec les changements climatiques. Il faut trouver des solutions. » ■



L'équipe de l'UQAR réalise le monitoring de la pointe de la rivière Mitis.

## Alphonse par-ci, Alphonse par-là

Alphonse Desjardins fait office de figure christique pour la première institution financière du Québec. Se retourne-t-il parfois dans sa tombe ?

Par Maxime Bilodeau

**D**epuis sa mort, en 1920, le fondateur des Caisses populaires Desjardins est régulièrement invoqué dans les communications du groupe. Extraits de discours, retranscriptions de correspondances, mentions diverses : le Lévisien tient un rôle majeur dans la construction de l'identité de l'organisation.

« On parle toujours du fondateur, certes en des termes élogieux, mais surtout comme un point de référence », explique Joëlle Basque, professeure au Département de sciences humaines, lettres et communication de l'Université TÉLUQ. Avec sa collègue Ann Langley, de HEC Montréal, la chercheuse a retracé cette figure dans la *Revue Desjardins*, que le mouvement coopératif a publiée entre 1935 et 2015.

Dans les premières décennies, on y fait référence pour définir la mission de l'organisation, mais aussi pour résister à l'émergence d'institutions concurrentes

à la sortie de la Grande Noirceur. « Les banques étaient alors moins réticentes que Desjardins à accorder des prêts », précise Joëlle Basque.

Un virage s'opère vers la fin des années 1960. Les écrits d'Alphonse Desjardins sont utilisés pour justifier les transformations de la coopérative, comme la popularisation de la carte de crédit et des assurances. On le cite un peu moins textuellement. « Desjardins mobilise la figure d'Alphonse pour maintenir l'idéal de la coopération comme modèle d'avancement social et d'émancipation économique », constate la chercheuse.

Plusieurs critiques affirment aujourd'hui que Desjardins devient une banque comme les autres. « Si elle garde des éléments typiques de la coopération, elle se comporte de plus en plus comme une institution financière traditionnelle. Les allusions à Alphonse Desjardins servent à préserver sa distinction identitaire, malgré l'épreuve des faits. » ■



Alphonse Desjardins, modèle à proposer à la jeunesse du Canada.

Combien il serait beau, fût-ce au prix de son sang, D'être la voix qui parle au siècle finissant.<sup>2</sup>

Un extrait de la *Revue Desjardins* de 1969



# Un legs de béton

Matériau en apparence indestructible, symbole de modernité au 20<sup>e</sup> siècle, le béton est encore et toujours vénéré, honni... et fragile.

Par André Lavoie

**L**e béton, plus durable que la brique et moins vulnérable aux attaques de l'environnement que la pierre ? On l'a souvent dit, mais il est surtout plus facile à manipuler, et moins coûteux : en 2020, on en a coulé 6 milliards de mètres cubes dans le monde, ce qui a généré des émissions de dioxyde de carbone équivalent à 7 % de toutes les émissions d'origine humaine.

Alors qu'il est perçu comme un matériau plus fonctionnel que patrimonial, moins noble que le bois ou la pierre, son utilisation remonte aussi loin que dans les constructions monumentales des Égyptiens. Mais ce mélange de granulats, de sable, de gravier et d'eau

n'a rien d'invincible devant les forces de la nature, les changements climatiques ou le sel de déglacage.

Le Québec regorge de bâtiments, de ponts et de tunnels en béton, de qualité diverse, plusieurs ayant été construits dans la foulée de la Révolution tranquille des années 1960. Or, au cours des dernières décennies, parfois de façon spectaculaire, ce matériau a révélé ses failles, entre la démolition du premier pont Champlain (construit en 1962, alors que son voisin, le pont Victoria, toujours debout, fut inauguré en 1859), l'effondrement du viaduc du Souvenir à Laval en 2000, les fragilités du gigantesque Stade olympique de Montréal, ou celles des façades extérieures du Grand Théâtre de Québec, maintenant protégées par un écran de verre.

« Le béton semble imperméable, mais il est très poreux, précise Lotfi Guizani, professeur au Département de génie de la construction à l'École de technologie supérieure (ÉTS). Lors de cycles de gel et de dégel, il se dégrade rapidement. »

C'est aussi vrai pour le béton armé, technique prenant sa source dans les caisses et les réservoirs d'un jardinier français du 19<sup>e</sup> siècle, Joseph Louis Lambot, qui les fabriquait avec du fil de fer et du mortier pour réduire les

fissures. Son procédé a fait école, mais n'a pas résolu tous les problèmes.

Alors, que faire pour protéger le béton, et surtout prolonger sa durée de vie ? « D'abord, ne pas lésiner sur l'entretien, puis tenir compte de sa réhabilitation, ce que l'on ne faisait pas avant puisque le béton était pris ensemble, afin de réduire les coûts, souligne le professeur. Si on touchait une partie, tout le reste s'effondrait. Maintenant, on construit de façon à pouvoir inspecter les parties vulnérables et remplacer n'importe quelle composante. »

L'eau et l'humidité étant de redoutables ennemis, plusieurs chercheurs de l'ÉTS comme Lotfi Guizani développent, entre autres procédés, un béton autocalcifiant. Celui-ci contient un polymère super absorbant qui peut colmater les fissures de façon autonome. « Pour réduire la vulnérabilité du béton, nous avons aussi découvert un moyen d'augmenter le compactage en réduisant la quantité d'eau par des produits chimiques tout en injectant des bulles d'air. Ces dernières deviennent des réservoirs à glace, en hiver, ce qui prolonge la durée de vie du matériau dans les périodes de gel-dégel. »

Lotfi Guizani ne s'en cache pas : ses collègues et lui-même travaillent aussi sur des matériaux inédits qui pourraient à terme remplacer le béton, très polluant et vorace en sable. Mais ce n'est pas demain la veille. « Nous sommes pris avec pour au moins 60 ans ! » ■



Le chantier du pont Champlain, à la fin des années 1950



# Le complexe de l'assiette du Québec

Existe-t-il quelque chose comme un patrimoine alimentaire du Québec? Une chercheuse répond à cette question qu'on se pose depuis belle lurette.

Par Maxime Bilodeau

**Q**uels sont les plats typiques du Québec? Et où puis-je en manger? À titre d'historienne de l'alimentation et de la nutrition, Julia Csergo se fait souvent poser ces questions... par ses collègues! « Lors des colloques organisés dans la métropole, c'est incontournable! Or, y répondre est tout sauf simple », raconte la professeure au Département d'études urbaines et touristiques de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal.

Les restaurants qui offrent de « vraies » spécialités québécoises sont en effet assez rares. En dehors des stéréotypes convenus – la viande fumée de Schwartz's, la poutine de La Banquise –, peu d'adresses servent des mets traditionnels. À quand la gibelotte des îles de Sorel au menu? « Il y a un réel patrimoine alimentaire endormi au Québec, la plupart du temps régional, constate-t-elle. On s'interroge à ce sujet depuis au moins un siècle, comme en font foi des sources des années 1920 que nous avons pu trouver. »

## Une grande enquête

La scientifique a remonté le fil du temps jusqu'à l'origine de ces préoccupations. Le défi : ne pas s'égarer en cours de route. « Des chercheurs se sont par exemple intéressés à ce qu'on mangeait en Nouvelle-France et à ce qu'il en reste aujourd'hui », souligne Julia Csergo. Ces travaux omettent toutefois la question de la tradition alimentaire. « Le premier à avoir effleuré le sujet est le folkloriste Marius Barbeau, qui a recensé plus de 800 recettes propres au Québec au début du siècle dernier. »

De manière surprenante, le monde universitaire tarde ensuite à creuser le filon. En cause : la perception tenace selon laquelle l'identité culinaire du Québec serait pauvre, voire inexistante. Il faut attendre la création de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, en 1968, pour que les milieux professionnels corrigent enfin le tir. Nous sommes alors en pleine fièvre nationaliste. « Parmi tous les éléments qu'on met en avant pour valoriser la culture québécoise, il y a bien sûr la gastronomie », indique la chercheuse.

De nos jours, il est de bon goût de proclamer que le patrimoine alimentaire du Québec est avant tout composite. Ce qu'on trouve dans notre assiette serait en somme un reflet des héritages autochtone, français, anglais, et ainsi de suite. « C'est comme si on voulait clore le débat pour de bon, avance comme hypothèse Julia Csergo. L'identité culinaire est pourtant évolutive par définition; nos recettes sont peut-être inspirées de différentes traditions, mais elles nous sont bel et bien spécifiques. » ■



Reportage de Marius Barbeau sur l'alimentation de nos ancêtres paru dans le journal *Le Soleil* en 1945

# Le patrimoine familial à l'ère des unions libres

La Belle Province est la championne toutes catégories de l'union libre au pays. Quelles sont les conséquences sur le partage du patrimoine financier lorsque le couple se sépare ?

Par **Émilie Pelletier Grenier**



**L**e mariage, une institution dépassée ? Au Québec, il offre pourtant certains avantages favorisant l'équité entre les partenaires en cas de divorce depuis 1989. La province s'était alors dotée d'une loi pour s'assurer que les ménages puissent répartir leurs avoirs en parts égales au moment de rompre le mariage.

La professeure au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) Hélène Belleau affirme d'entrée de jeu que, si les Québécois et Québécoises préfèrent être conjoints de fait plutôt que de se marier, ils ne le font pas en toute connaissance de cause. Quelque « 50 % [des couples qui le sont] pensent qu'être en union libre, c'est pareil que d'être marié », soutient cette spécialiste des questions de couple et d'argent. Or, ce n'est absolument pas le cas...

Hélène Belleau et sa collègue Maude Pugliese, également professeure à l'INRS, s'intéressent à l'accumulation et à la distribution du patrimoine au sein des couples non mariés. Elles constatent que, dans les couples hétérosexuels, les femmes ont tendance à

être désavantagées tant au sein du couple qu'au moment de répartir le patrimoine lors de la séparation.

C'est bien souvent au moment de la rupture qu'elles apprennent à la dure que le droit québécois ne traite pas de la même façon les couples mariés et non mariés. Effectivement, à moins d'avoir un contrat de vie commune – ce que très peu de gens ont –, les biens et avoirs seront répartis en fonction de qui a payé quoi. Et à condition d'avoir encore la facture !

Hélène Belleau remarque que l'homme a souvent davantage les moyens de payer la maison, en raison d'un salaire plus élevé, tandis que la femme se charge des dépenses courantes, comme l'épicerie. Monsieur repart donc avec la maison, alors que « Madame repart avec ses sacs d'épicerie vides », souligne Hélène Belleau.

« La propriété individuelle est également plus commune chez les couples à revenus inégaux, car cet arrangement permet à la personne gagnant le plus haut revenu de couvrir les coûts d'habitation sans transférer de richesse à l'autre partenaire », écrivaient les deux chercheuses dans une étude publiée

en 2022 dans la *Revue canadienne de sociologie*. Chez les couples mariés, la résidence constitue un patrimoine familial et appartient donc obligatoirement aux deux partenaires.

Depuis la médiatisée cause d'Éric contre Lola, en 2013, rien ne s'est concrétisé en matière de droit familial au Québec, contrairement à ce que laissait entendre la classe politique à l'époque.

Maude Pugliese, qui est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en expériences financières des familles et inégalités de patrimoine, avance que l'une des solutions pourrait être de doter les couples en union libre des mêmes droits que ceux des couples mariés après trois ans de vie commune ou dès qu'il y a des enfants.

Elle croit par ailleurs que le manque de volonté politique de changer le droit de la famille traduit une désresponsabilisation vis-à-vis du sort socioéconomique des individus. « Le patrimoine, c'est important pour la santé individuelle quand on le laisse être important. On a besoin d'un patrimoine privé quand on est dans une société qui s'attend à ce qu'on se débrouille soi-même. » ■

## L'art de l'achat groupé

L'achat d'une œuvre d'art représente un défi financier majeur pour les musées. Devraient-ils s'unir pour enrichir leur patrimoine ?

Par Annie Labrecque

**D**epuis la crise financière de la fin des années 2000, les musées peinent à financer l'achat de nouvelles œuvres. Jessica Minier, doctorante en muséologie et patrimoines à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), constate que seuls les propriétaires de collections privées ont les moyens d'acheter les œuvres d'artistes de prestige au Canada. « Je ne suis pas certaine qu'il existe encore des musées qui ont les moyens d'acquérir une œuvre qui coûte des millions de dollars », remarque-t-elle.

De plus en plus d'institutions se tournent alors vers la coacquisition pour élargir leur patrimoine à moindre coût, tout comme vers d'autres partenaires tels que des municipalités, des fondations et des collections privées.

La coacquisition a également l'avantage de garder une œuvre dans le domaine public ou de l'y transférer. « Nous sommes dans une période où les institutions misent sur l'accessibilité. La coacquisition augmente la portée d'une œuvre », affirme la doctorante de l'UQO. Un exemple récent est la collaboration fructueuse entre la National Portrait Gallery, au Royaume-Uni, et le musée Getty, aux États-Unis. Le tableau *Portrait of Mai (Omai)*, qui n'a jamais été présenté dans un musée car il appartenait à une collection privée, voyagera ainsi entre les deux pays.

Le partage des œuvres peut aussi se faire au prorata des sommes investies, comme le montre l'exemple de deux musées du Royaume-Uni qui ont acquis des tableaux du grand portraitiste Titien en 2009 et 2012. « La National Gallery de Londres, qui dispose de plus de ressources financières, a payé 60 % du coût des tableaux. La National Gallery d'Écosse a quant à elle fourni les 40 % restants », détaille Jessica Minier. Selon l'entente, la paire de tableaux passe 60 % de son temps à Londres et le reste à Édimbourg.

Les cas de coacquisitions restent peu fréquents au Canada, mais plusieurs transactions seraient en cours. Le pays pourrait suivre la tendance mondiale. « L'année 2010 a été un moment charnière [dans le monde]. J'estime qu'il y a eu plus du double de cas de coacquisitions de 2010 à aujourd'hui que de 1973 jusqu'à 2010. » L'avenir s'avère prometteur pour le patrimoine muséal. ■



L'arbre de Jessé est sculpté sur le peigne.

### Un peigne, deux pays

En mars 1973, le Metropolitan Museum of Art (Met) de New York et le Musée du Louvre, à Paris, achètent un précieux peigne en ivoire datant du 13<sup>e</sup> siècle, d'une valeur de 56 000 \$. D'après les recherches de Jessica Minier, il s'agit du premier cas connu de coacquisition. « Le peigne faisait partie des collections nationales de France et ne pouvait donc pas quitter le pays. La coacquisition a été utilisée comme stratégie pour le transférer vers le Met, aux États-Unis », explique la doctorante. Pendant de nombreuses années, un système de rotation a été mis en place pour permettre au peigne de voyager entre les deux musées. Aujourd'hui, il est conservé en France.



Le tableau *Portrait of Mai (Omai)* appartient maintenant à la National Portrait Gallery et au musée Getty.